

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE LEGISLATION - WETGEVING L
-5-05-1988
Transmis à M. <i>Coordination</i> Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Fonction publique et de la Décentralisation et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 18 mars 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat", a donné le 25 avril 1988 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 maart 1988 door de Minister van Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt en Decentralisatie en de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel", heeft op 25 april 1988 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

Observations générales.

I. L'arrêté en projet tend à remplacer l'article 75 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat (voyez son article 1er) et à modifier les articles 29 et 35 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat (voyez ses articles 2 et 3). Ces trois dispositions réglementaires fixent les conditions à remplir par les agents de l'Etat pour être admis à participer à un examen d'avancement de grade ou à un concours d'accès au niveau supérieur mais ne précisent pas la date à laquelle ces conditions doivent être remplies.

.../...

Une divergence a été constatée pour la fixation de cette date, entre le service d'administration générale du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, d'une part, et le Secrétariat permanent de recrutement, d'autre part.

Suivant le service d'administration générale du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique, ces conditions doivent être remplies à la date de l'examen ou du concours. Au contraire, le Secrétariat permanent de recrutement estime qu'elles doivent être remplies à une date antérieure (généralement de deux à trois mois) à celle de l'examen ou du concours et que cette date doit être précisée dans l'avis annonçant l'examen ou le concours.

La solution adoptée pour régler ce problème n'est pas très heureuse puisqu'elle consiste à légaliser la pratique du Secrétariat permanent de recrutement en lui donnant le droit de faire ce qu'il fait déjà. La sécurité juridique et l'égalité des candidats imposent que la date à laquelle les conditions d'admission aux examens et concours doivent être remplies soit fixée par l'arrêté royal réglementaire et non pas fixée, cas par cas, par le Secrétaire permanent au recrutement. Rien ne s'oppose néanmoins à ce que cette date soit fixée en tenant compte des nécessités de l'organisation des concours et des examens par le Secrétariat permanent de recrutement.

.../...

II. D'autre part, le projet d'arrêté supprime des conditions de participation aux concours et examens, celle relative au signalement (article 75, alinéa 2 actuel). Cette condition devra, dorénavant, être remplie au moment de la promotion ou du changement de grade et non avant le concours ou l'examen (article 75 en projet, § 3, alinéa 2). Selon le fonctionnaire délégué, cette modification est dictée par une raison d'ordre pratique : il arrive, en effet, actuellement, qu'un agent ne puisse pas participer à un examen ou à un concours parce qu'aucun signalement ne lui a été attribué.

+

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Alinéa 3.

La modification résultant de l'arrêté royal du 30 janvier 1978 a été abrogée par l'arrêté royal du 12 août 1981. Elle ne doit dès lors pas être visée.

Dès lors, il y a lieu d'écrire à la fin de l'alinéa :

"... et l'article 35, modifié par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 12 août 1981;".

.../...

Alinéa_4.

Compte tenu de l'observation générale I faite ci-avant, il y a lieu de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Considérant que, pour permettre de vérifier avant le déroulement d'une épreuve de carrière si les candidats remplissent les conditions requises, il convient de fixer de façon précise la date à laquelle ces conditions doivent être remplies".

Alinéa_5.

Le deuxième considérant, qui constitue l'alinéa 5 du préambule, est à supprimer. En effet, il pourrait faire penser qu'il suffit qu'un candidat remplisse les conditions requises pendant toute la durée de l'épreuve pour qu'il puisse être nommé, alors qu'il doit toujours remplir ces conditions au moment de sa nomination, ainsi que cela résulte d'ailleurs de l'article 75, § 3, en projet.

Alinéa_6 (devenant l'alinéa 5).

Cet alinéa doit être rédigé comme suit :

"Considérant qu'il convient d'éviter qu'un agent soit empêché de participer à un concours ou à un examen faute d'avoir obtenu un signalement;"

Alinéa_7 (devenant l'alinéa 6).

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire :

"Vu le protocole n° 19 du 12 janvier 1988 du comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;"

.../...

Dispositif.Article 1er.

L'article 75, § 1er, alinéa 2, en projet, doit être remplacé, conformément à l'observation générale I, par le texte suivant :

"La condition fixée à l'alinéa 1er doit être remplie à une date antérieure de trois mois (ou de deux mois ?) à celle où il est prévu que l'examen ou le concours peut commencer".

L'alinéa 3 du même paragraphe 1er énonce une règle qui est impliquée par le paragraphe 2 de l'article 75 en projet. Cet alinéa est, dès lors, superflu et doit être omis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 75 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"En outre, l'agent soumis au signalement doit avoir au moins la mention "bon" et l'agent du niveau 4 ne peut avoir fait l'objet, dans les six mois qui précèdent la promotion ou la nomination, d'une mention défavorable l'assimilant aux agents signalés par les mentions "insuffisant" ou "mauvais".

.../...

Article 2.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 29 de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

"§ 3. Les conditions de participation fixées en vertu du paragraphe 1er, alinéa 3, ainsi que celles fixées en vertu du paragraphe 2, alinéa 2, doivent être remplies à une date antérieure de trois mois (ou de deux mois ?) à celle où il est prévu que le concours d'accession au niveau supérieur peut commencer.

L'agent qui, pendant la durée des épreuves cesse de remplir une de ces conditions, perd le bénéfice de la réussite éventuelle du concours".

Article 3.

Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'omettre la mention de l'arrêté royal du 30 janvier 1978.

Le texte de l'alinéa 3 nouveau de l'article 35 serait mieux rédigé comme suit :

"Les conditions d'ancienneté fixées en vertu de l'alinéa 2 doivent être remplies à une date antérieure de trois mois (ou de deux mois ?) à celle où il est prévu que l'examen peut commencer".

.../...

Article 4.

Afin d'améliorer la rédaction du texte, il y a lieu, à la troisième ligne avant la fin, d'écrire : "... annoncés ou en cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

Algemene opmerkingen.

I. Het ontworpen besluit beoogt artikel 75 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel te vervangen (zie artikel 1 van het ontworpen besluit) en de artikelen 29 en 35 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel te wijzigen (zie de artikelen 2 en 3 van het ontworpen besluit). In die drie verordeningsbepalingen worden de voorwaarden vastgesteld waaraan de rijksambtenaren moeten voldoen om te mogen deelnemen aan een examen voor verhoging in graad of aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau, maar de datum waarop die voorwaarden vervuld moeten zijn, wordt niet gepreciseerd.

.../...

Er is vastgesteld dat, in verband met het bepalen van die datum, de dienst van algemeen bestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en het Vast Wervingssecretariaat er niet dezelfde opvatting op na houden.

Volgens de dienst van algemeen bestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt moeten die voorwaarden vervuld zijn op de datum van het examen of van het vergelijkend examen. Het Vast Wervingssecretariaat daarentegen is van oordeel dat zij vervuld moeten zijn op een datum die (over het algemeen twee tot drie maanden) vóór die van het examen of het vergelijkend examen valt en dat die datum moet worden aangegeven in het bericht waarbij het examen of het vergelijkend examen wordt aangekondigd.

De voor dit probleem gekozen oplossing is niet erg geslaagd, aangezien zij erin bestaat de door het Vast Wervingssecretariaat toegepaste praktijk te bekrachtigen, waardoor dat bestuur het recht krijgt om te blijven doen wat het reeds doet. De rechtszekerheid en de gelijkheid van de gegadigden eisen dat de datum waarop voldaan moet zijn aan de voorwaarden voor toelating tot de examens en de vergelijkende examens, wordt vastgesteld bij het reglementair koninklijk besluit en niet, geval per geval, door het Vast Wervingssecretariaat. Niets verzet er zich evenwel tegen dat die datum wordt vastgesteld rekening houdend met de noodwendigheden van de organisatie, door het Vast Wervingssecretariaat, van de vergelijkende examens en examens.

II. Anderzijds schrapt het ontwerp-besluit onder de voorwaarden voor deelneming aan de vergelijkende examens en examens, die welke betrekking heeft op de beoordeling (het huidige artikel 75, tweede lid). Die voorwaarde moet voortaan vervuld zijn op het tijdstip van de bevordering of van de verandering van graad en niet vóór het vergelijkend examen of examen (ontworpen artikel 75, § 3, tweede lid). Volgens de gemachtigde ambtenaar is deze wijziging ingegeven door een praktische reden : het gebeurt thans immers dat een ambtenaar niet aan een examen of vergelijkend examen kan deelnemen omdat hem geen enkele beoordeling is toegekend.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Derde lid.

De wijziging die is aangebracht door het koninklijk besluit van 30 januari 1978 is opgeheven door het koninklijk besluit van 12 augustus 1981. Er moet derhalve niet naar die wijziging worden verwezen.

Aan het einde van het lid schrijve men dus :

"... en op artikel 35, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 12 augustus 1981;".

.../...

Vierde_lid.

Rekening houdend met de hierboven gemaakte algemene opmerking I, stelle men dit lid als volgt :

"Overwegende dat het nodig is, wil men vóór de afwikkeling van een loopbaanexamen kunnen nagaan of de gegadigden aan de gestelde voorwaarden voldoen, nauwkeurig te bepalen op welke datum die voorwaarden vervuld zijn;".

Vijfde_lid.

De tweede considerans, die het vijfde lid van de aanhef vormt, moet worden geschrapt. Zij zou immers de indruk kunnen wekken dat een kandidaat, om te kunnen worden benoemd, alleen maar zolang het examen duurt aan de gestelde voorwaarden moet voldoen, terwijl hij zoals overigens blijkt uit het ontworpen artikel 75, § 3, op het tijdstip van zijn benoeming nog steeds aan die voorwaarden moet voldoen.

Zesde_lid (dat het vijfde lid wordt).

Dit lid moet als volgt worden gesteld :

"Overwegende dat de deelneming van een ambtenaar aan een vergelijkend examen of aan een examen niet verhinderd mag worden doordat hem geen beoordeling is gegeven".

.../...

Zevende lid (dat het zesde lid wordt).

Men schrijve, zoals gebruikelijk is :

"Gelet op het protocol nr. 19 van 12 januari 1988 van het comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;"

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het ontworpen artikel 75, § 1, tweede lid, moet overeenkomstig de algemene opmerking I, door de volgende tekst worden vervangen :

"De in het eerste lid bepaalde voorwaarde moet vervuld zijn op een datum drie maanden (of twee maanden ?) vóór die welke in uitzicht is gesteld als datum waarop het examen of het vergelijkend examen kan beginnen".

Het derde lid van dezelfde paragraaf 1 stelt een regel die besloten ligt in paragraaf 2 van het ontworpen artikel 75. Dit lid dient derhalve als overbodig te vervallen.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 2 schrijven men "de in paragraaf 1 bepaalde voorwaarde" in plaats van "de in § 1 vastgelegde voorwaarde".

.../...

Het tweede lid van paragraaf 3 van het ontworpen artikel 75 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Bovendien moet de ambtenaar op wie de beoordeling toepasselijk is, ten minste de vermelding "goed" hebben en mag aan de ambtenaar van niveau 4 binnen zes maanden vóór de bevordering of benoeming geen ongunstige vermelding zijn gegeven die hem gelijkstelt met de ambtenaren die de vermelding "onvoldoende" of "slecht" hebben gekregen".

Artikel 2.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 2.-

Artikel 29 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De deelnemingsvoorwaarden bepaald krachtens paragraaf 1, derde lid, alsook die bepaald krachtens paragraaf 2, tweede lid, moeten vervuld zijn op een datum drie maanden (of twee maanden ?) vóór die welke in uitzicht is gesteld als datum waarop het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau kan beginnen.

.../...

De ambtenaar die tijdens de duur van de examen-gedeelten een van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn eventueel slagen voor het vergelijkend examen".

Artikel 3.

In de inleidende volzin dient de vermelding van het koninklijk besluit van 30 januari 1978 te vervallen.

De tekst van het nieuwe derde lid van artikel 35 zou beter als volgt worden gesteld :

"De anciënniteitsvoorwaarden bepaald krachtens het tweede lid moeten vervuld zijn op een datum drie maanden (of twee maanden ?) vóór die welke in uitzicht is gesteld als datum waarop het examen kan beginnen".

Artikel 4.

Met het oog op een betere redactie van de tekst schrijve men aan het slot van het artikel : "... die aangekondigd of in uitvoering zijn de dag waarop dit besluit in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

R. ANDERSEN,
J.-Cl. GEUS,

Cl. DESCHAMPS,

P. GOTHOT,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.